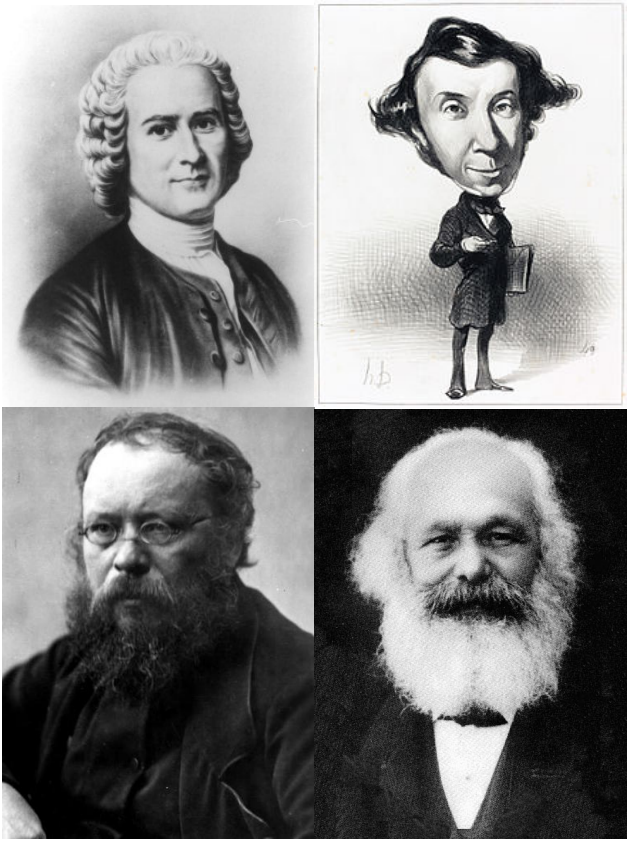
TEXTES GÉNÉRIQUES RÉCENTS (suite)

CONTRE LA MORALE CAPITALISTE



Les quatre auteurs ayant fourni l'ossature de l'étude © Internet, libre de droits

« Ce texte parle d'une question majeure de notre temps. Une question dont tout porte à croire qu'elle est devenue cruciale pour le devenir - s'il en subsiste encore un - non pas seulement de notre société, vue en tant qu'agglomération (à la fois nécessaire et utilitaire) d'individus, mais de notre espèce tout entière. Il s'agit donc d'une question de bon sens à n'envisager, si cela demeure encore possible, seulement qu'avec bon sens » indique l'entrée en matière de cette étude sur les rouages sociaux du capitalisme.

SOMMAIRE

CONTRE LA MORALE CAPITALISTE
Charitre 1 : Constats et implications 159
Notes : 193

(ici, les n° de pages indiquent le début des textes)

Contre la morale capitaliste

Chapitre I : constats et implications

Dans son culte forcené pour la volonté, Balzac ne cesse de passer, par brusques embardées, de la fascination pour l'âge moderne de l'édition à la dénonciation d'une société dominée par l'argent-roi. Le capitalisme conquérant, l'esprit d'entreprise évoquent pour lui, à la fois, l'audace et l'héroïsme des grandes épopées militaires et la foi patiente et acharnée des bâtisseurs de cathédrales ; c'est du merveilleux en action. Mais si la geste industrielle enflamme son imagination, s'il rêve sans cesse de l'argent et du pouvoir qui devraient couronner son travail de titan et l'évidence de son génie, il est trop lucide pour ne pas voir dans la frénésie capitaliste de puissance et de possession une œuvre de mort, un déni de l'art.

Pierre Lepape, Le pays de la littérature - Des Serments de Strasbourg à l'enterrement de Sartre, Seuil, 2003

©Xavier Hiron 2015

Pour ce qui me concerne, je mesure à quel point ma vocation de poète me porte vers l'abstrait. Et que conceptualiser l'abstrait me détourne naturellement des conceptions matérialistes du monde. Mais enfin, tout n'est-il pas une question de mesure ? Et en matière de mesure, il semble que l'on ait aujourd'hui outrepassé la bienséance.

Quelles sont les bornes dont je parle ? Des bornes qui délimitent le périmètre social. Mais si ce périmètre social s'est à ce point déplacé depuis plus d'un demi-siècle, et si son centre s'est dangereusement « excentré », y aurait-il mal à cela ? La société ne s'autodéfinit-elle pas en elle-même, par elle-même et pour elle-même ? Certes, il serait aisé de s'abandonner à cette idée réconfortante. Mais dès que l'on songe à introduire dans notre réflexion ne serait-ce qu'un seul autre facteur, qui serait le pendant du premier et que j'ai appelé « le corps social », un facteur extérieur qui prédominerait, car préexistant à tout autre, on en déduirait immanquablement que le centre de toute chose se doit, effectivement et par simple effet mécanique, de constamment se rééquilibrer.

Et ce facteur nous est tout désigné. Il suffit de définir l'être non plus en tant que particule d'un corps qui le dépasserait et le commanderait - désignant en cela un être éminemment passif, dénué de toute responsabilité individuelle, y compris vis-à-vis de soi-même -, mais en tant qu'harmonie. L'individu en tant qu'accomplissement d'une plénitude.

Ce qui signifierait : l'accomplissement vu dans sa totalité, et non du seul point de vue de l'intérêt particulier. Ni de celui de la glorification à outrance du premier arrivé, qui se résume à une valeur sociale ambiante, laquelle ne se sent d'ailleurs même plus le devoir de s'autojustifier.

C'est l'histoire de l'établissement de ces deux pôles que je me propose d'aborder ici.

* * *

Ce texte parlera donc d'une question majeure de notre temps. Une question dont tout porte à croire qu'elle est devenue cruciale pour le devenir - s'il en subsiste encore un - non pas seulement de notre société, vue en tant qu'agglomération (à la fois nécessaire et utilitaire) d'individus, mais de notre espèce tout entière. Il s'agit donc d'une question de bon sens à n'envisager, si cela demeure encore possible, seulement qu'avec bon sens.

En l'abordant, il ne faudra pas se voiler les yeux : car chacun de nous est concerné par elle. Directement ou indirectement, elle maille notre territoire mental et s'insinue dans le tréfonds de nos tissus individuels. Dans toutes les particules de notre physiologie. Autant le dire tout de suite : cette question est une lèpre. Et pourtant, nous la traitons avec la plus grande des légèretés. Nous l'ignorons ostensiblement, entachés que nous sommes d'un certain mépris. Ce texte n'a d'autre but que de nous avertir de sa portée.

Cette question aborde nos modes de fonctionnement en tant que société ; lesquels influent immanquablement sur nos modes d'agrégation sociale. Bien. Mais pourquoi m'en suis-je donc emparée, moi qui prétends n'être qu'un poète ? Parce que nos modes d'agrégation interagissent fatalement avec nos modes d'expression. Ainsi, ce texte parlera aussi - et je dirais même surtout - de poésie. Mais comme à mon habitude, désormais, je demanderai au lecteur désireux d'en connaître un peu plus sur la nature de ma propre construction intellectuelle de suivre sans sourciller mon cheminement souterrain, et il sera alors à même de découvrir, aux détours de quelques méandres austères, les nœuds indémêlables qui s'y nouent. Il découvrira la force et la violence de cette interaction de l'être considéré dans sa manière d'organiser sa vie et la production de sa pensée.

Car ce texte parle avant tout de la construction de nos modes de survie : qu'ils soient matériels ou, tout aussi indispensablement, de l'ordre du sensible.

Textes génériques

* * *

Étant archéologue et historien de formation, je ne peux, bien évidemment, me satisfaire de jugements expéditifs et d'approximations historiques. Mais je vais pourtant me hasarder à évoquer un raccourci de l'histoire, une synthèse exagérée du sens que, selon moi, porte cette histoire, dans le seul but de mettre en place les éléments d'une démonstration.

Les hommes, dès qu'ils se sont associés au sein de diverses sociétés, ont tout d'abord tracé des territoires. En ces temps d'âges sombres au sujet desquels aucune écriture lisible ne nous éclaire, le sens du particulier s'est toujours trouvé noyé dans l'intérêt du collectif. La survie du clan en était le garant. Cette notion a longtemps contenu toute la part d'identité des peuples, comme en gardent témoignage les nombreuses bornes et signes gravés anciens. Et l'art, au tout début, ne fut jamais qu'une manifestation de cette conscience d'appartenance à une communauté définie par son territoire et les richesses qui le composaient.

Avec l'éclosion du langage écrit s'est levée en arrière plan la notion d'une conscience plus individuelle qui, peu à peu, est venue battre en brèche la suprématie du collectif. Quand ce cycle s'est-il amorcé, concrètement ? Par quel biais a-t-il pris la place et a-t-il supplanté le paradis originel de l'homme de nature qu'avait, un peu maladroitement il est vrai - c'est-à-dire un peu incomplètement -, esquissé Rousseau ? Sûrement depuis la nuit des temps, comme le souligne le langage populaire. Processus inévitable, envahissant et tenace, dont nul ne peut retracer précisément le cheminement obscur, mais qui s'est pris à accabler durablement notre conscience de vivant.

Mais ce cheminement ne fut pas sans présenter des rebuffades, des atermoiements, des combats d'anges et de démons : toute la glose religieuse, jusqu'après l'an mille en occident, en garde une trace profonde. Le moine, le condisciple, le servant de Dieu n'ont droit à s'éveiller à la conscience du monde que, semble-t-il, par une quelconque voix de procuration. Ils sont au monde non pour eux-

mêmes, mais pour un silencieux et laborieux travail d'expiation dont le labeur, librement consenti en vue de mettre en valeur des territoires dont ils s'estiment être les gardiens, justifie à lui seul la grandeur de l'œuvre.

À l'inverse, ces conditions de retrait physique et psychologique qu'ils se créent à eux-mêmes pour s'arracher d'un monde dit « terrestre » - et par voie de conséquence vouées aux forces vives du démon - les dispensent, dans le même temps, d'avoir à s'impliquer personnellement dans les désordres de ténèbres qui règnent autour d'eux. Si rien n'est facile à construire dans ces périodes de conflits perpétuels et de violents bouleversements, cette attitude leur confère une situation préservée on ne peut plus confortable, au sein de laquelle peu à peu des pensées s'élaborent. Et l'individualité de l'être, ce faisant, a tendu à s'accroître inexorablement.

Fin du premier épisode ? Non, pas tout à fait : avant cela, un ordre d'une autre nature s'est en effet lui aussi mis en place. Et parallèlement à l'éclosion de l'ordre du silence et de la méditation, il prit le temps, à son rythme, de s'accroître et d'embellir. À dire vrai, c'est cet ordre-ci qui, inéluctablement, s'impose et gagne la partie. Mais de quel ordre s'agit-il ?

Cet ordre est celui que n'ont eu de cesse, bien après son avènement, de décrire, dénoncer, combattre, entre autres penseurs humanistes et lucides, aussi bien un Considérant, un Proudhon, un Fourier, qu'un Marx et un Hegel [1]. À l'apogée de sa démesure, pensent-ils, et du déséquilibre patent qu'avait fait naître cette sorte de structuration particulière au sein de leur société, c'est-à-dire dans le courant du XIXè siècle, des philosophes désintéressés ne se sont pas lassés de prévenir des dangers sociaux que portaient en germe ses dérives. Ce faisant, ils ont été amenés à en retracer schématiquement l'historique. Nul besoin d'y revenir : chacun comprend qu'il est question de l'histoire de ces associations particulières qui se sont établies entre toutes les formes de pouvoir et l'argent.

 ©Xavier Hiron 2015

Pierre-Jospeh Proudhon en 1840
(site Internet : http://www.integrersciencespo.fr)

* * *

Vu ainsi, il n'y aurait rien à redire… À ceci près que, pour la clarté de ma présentation, je me permettrai de poser quelques jalons supplémentaires, en rappelant notamment comment, vers les Xe et XIe siècles, s'est progressivement constitué le système occidental le plus autocrate en matière de pouvoir et de contrôle des finances : le système féodal.

En l'espèce, je prendrai l'exemple de l'apparition de la pléiade de petites seigneuries qui vont finir par jalonner l'axe transalpin qui part des confins de l'Italie du nord pour s'aller mourir aux portes de Lyon. Dans une confusion apparente et quasi généralisée, on voit peu à peu se profiler sur cette trajectoire des potentats locaux qui, de place en place, finissent par former un réseau cohérent qui maille le territoire. Des alliances de sang et d'intérêt se forment, jusqu'à ce qu'émerge un pouvoir fédérateur, en la famille des Guigues.

Or ce pouvoir, en moins d'un demi-siècle seulement, donne naissance à une province autonome à part entière, qui s'appellera le Dauphiné et perdurera sous cette forme pendant près de quatre siècles, avant d'être vendue (mais avec la promesse de la persistance de quelques particularismes) au royaume de France. À l'origine, cette famille, tout comme celles qui entreront peu à peu dans ses alliances, n'est constituée que d'une tribu d'hommes en armes - les futurs chevaliers - qui s'arrogent le droit du sol par la force. Par leur action, ils sécurisent les chemins où circuleront d'incommensurables richesses [2].

En effet, les populations autochtones sont asservies : tout comme le faisaient anciennement les tribus gauloises - surtout celles qui contrôlaient et façonnaient le métal -, on les a faites, au sens propre du terme, esclaves (serfs). Elles travaillent au profit de ceux qui arment et entretiennent les chevaliers et, sous cette seule caution, on leur impose des redevances. Il ne leur reste qu'à peine de quoi subvenir à leur maigre existence. Or l'axe dont il est question, véritable épine dorsale du territoire qui s'est ainsi constitué au profit de quelques-uns, est clairement un axe commercial, dont j'ai déjà dit qu'il reliait le riche bassin transalpin à l'ancien épicentre des Gaules : jalons indispensables d'une opulence qui créera, quelque temps plus tard, la Renaissance du quattrocento. D'où la première façon d'interpréter la leçon qu'énoncera près d'un millénaire après les débuts sinueux du lent processus que je viens de décrire le philosophe et théoricien Pierre-Joseph Proudhon : « La propriété, c'est le vol. »

* * *

Se place ensuite, dans ce schéma extrêmement dépouillé de cette Histoire que je brosse à grands traits, un fait capital dont j'ai déjà eu à parler : l'avènement, à la suite des écrits inauguraux de Jean-Jacques Rousseau, de la pensée des Lumières.

Le fait fondamental ici est de bien considérer la question initiale qu'examine Rousseau : l'asservissement de l'homme - conçu en tant

qu'individu - à la société - c'est-à-dire à un corps indifférencié - est-il légitime ?

Pour démêler cette question épineuse, Rousseau établit deux domaines séparés dont la gestion réclame des approches distinctes : celui des richesses matérielles (qui a généré, il commence par le signaler, toute une suite ininterrompue d'hypocrisies sociales), lequel s'oppose aux richesses spirituelles, représentées par toute la pureté et l'ascétisme dont sont capables les êtres autonomes (c'est-à-dire représentés par l'état de Nature).

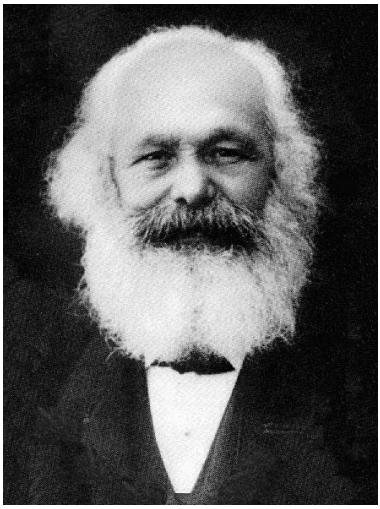
Et les conclusions qu'en tire Rousseau sont impérieuses : l'homme est libre par nature (on dirait aujourd'hui : « par principe ») ; mais l'asservissement à la société étant nécessaire, il doit donc être consenti.

Le droit (qui s'incarne alors dans la Loi) se doit d'intégrer cette donnée fondamentale, qui ne saurait être seulement un fait entendu « normalisant » la loi non écrite du plus fort. Car pour se faire et rester juste, elle doit se baser sur un Contrat social dont Rousseau ne fait, en réalité, qu'esquisser les contours, mais dont la teneur essentielle consiste à dire :
- en compensation de l'asservissement volontaire de l'individu à la société, celle-ci doit lui garantir toutes les formes de sa dignité, en quoi subsiste sa liberté ;
- en gage de cet asservissement consenti (tel un vassal à son seigneur), tout un chacun doit garantir en retour à la société un comportement digne et respectueux envers les règles qu'elle édicte, tant que celles-ci préservent l'intégrité des valeurs humaines que ses fondements reconnaissent.

Cette manière de concevoir le monde est à la fois révolutionnaire, au sens propre du terme, et l'expression de la plus rationnelle des positions intellectuelles. Ainsi, une nouvelle société a, semble-t-il, trouvé les conditions premières de son épanouissement…

* * *

Il y aurait, cependant, un dernier point à aborder, qui prend part à la délicate composition de cette puissante alchimie sociale qui anime le XIXè siècle. Ce point peut être mis en évidence par la réticence qu'aura toujours montrée Karl Marx vis-à-vis du religieux. Où puise-t-elle sa source ? Comment se développe-t-elle ? Ou plutôt, que révèle-t-elle, dans sa richesse et sa profondeur ? Et au final, cette réticence est-elle, elle aussi, légitime - surtout si on la met en parallèle de la phrase culte d'André Malraux, énoncée un siècle plus tard : « Le vingt-et-unième siècle sera spirituel ou ne sera pas » - ?



Karl Marx, après avoir écrit son livre phare « Das Kapital »
(site Internet : https://it.wikipedia.org)

Sur les conditions de l'interaction du religieux avec le pouvoir, et partant, avec l'argent - qui est le seul véritable enjeu de tous les pouvoirs -, une simple anecdote suffira. Une fois n'est pas coutume, je vais la raconter dans la configuration qui m'a été rapportée. Manifestement énoncée de manière caricaturale, elle n'en ressortira, malgré tout, que plus symbolique.

Les histoires de moulins sont légion. Elles sont entachées de ces droits seigneuriaux ancestraux qui les rendent obscures autant que truculentes. Elles étaient pourtant, pour ceux qui les ont vécues, de l'ordre du vital.

Un petit seigneur local, nommé Jacques de Traine, acquière en 1275 les droits sur un moulin, qui fut probablement une ancienne forge désaffectée, à la jonction de deux ruisseaux, le Bruyant et les Dioux, en la commune de Saint Hilaire du Touvet, sur le plateau des Petites Roches, province du Dauphiné. Ce faisant, il ne fait qu'exercer son droit seigneurial commun ; ceci va cependant lui octroyer la jouissance d'une fructueuse redevance. La configuration du lieu est excellente, augmentée par la construction d'une retenue opportune en amont. Le meunier travaille sans relâche, les habitants sont à l'abri du besoin car régulièrement servis en pain.

Les droits restants jalousement gardés dans la famille seigneuriale et un deuxième moulin ayant été construit entre-temps, ce rayonnement est manifeste. Il se trouve qu'en 1670, sûrement poussé par la nécessité, les habitants de la commune voisine de Saint Bernard entendent construire, pour leur propre compte, un troisième moulin, prétendant vouloir échapper à la redevance envers un seigneur voisin qui se proclame propriétaire des droits sur le ruisseau dans son entier. Il faut préciser en effet que le ruisseau est mitoyen aux deux communes.

Or à cette époque, le seigneur du lieu n'est autre - toutes les charges s'achetant - que l'évêque de Grenoble en personne - selon certaines versions, il n'en serait que le « gendarme » - : c'est-à-dire le propriétaire à double titre de la minoterie initiale. Après avoir été bafoué sur le plan civil, Monseigneur Le Camus réintervient en personne pour régler le différent : à la tête d'une forte escouade et armé de la ferme intention de détruire le moulin concurrent, dans un premier temps, puis un canal de dérivation d'une partie des eaux du torrent, dans le second temps, il menace - argument qui emportera la décision finale - les habitants de la commune de Saint-Bernard d'excommunication. S'il en avait eu vent, La Fontaine en aurait tiré une fable dont l'évidente morale aurait été : « On n'est jamais mieux servi que par soi-même. »

* * *

On connaît la suite : 1789 et sa cohorte hétéroclite autant que débridée de rêves d'une liberté et d'une égalité teintées de revanche, et doublés d'un idéalisme fraternel pas toujours bien contrôlé. Les dérapages nombreux qui guettaient sur le bord de la route n'ont pas tardé à survenir, suivis de cette grandeur ambiguë de l'éclosion de Napoléon Bonaparte. Tout cela est fort bien établi par les textes et nous pouvons en décortiquer les tenants et aboutissants dans tous nos manuels d'Histoire moderne.

Moins sues, et par conséquent moins mises en avant, car plus touffues dans leurs développements, sont les vicissitudes qui s'ensuivirent : les mouvements d'aller et venue qui tiraillèrent la vie d'une République toujours naissante et, de fait, encore bien fragile - car indécise dans ses choix -, que les royautés de tous poils guettaient à la moindre incartade.

Notre but n'est pas de rétablir la profondeur de cette Histoire, mais seulement d'en souligner les grandes lignes. Et parmi celles-ci, notoirement admise est la réalité d'un basculement rapide dans l'ère nouvelle d'une industrie florissante (il a été signalé, à juste titre d'ailleurs, de l'Empire de Napoléon III qu'il fut l'apogée des grands courtisans du commerce, de l'affairisme et de la spéculation des nantis, de quelque extraction qu'ils furent). Tout cela est à nouveau fort bien établi et on ne peut mieux retranscrit dans nos livres d'érudition. D'où nous allons extraire ces quelques considérations complémentaires qui vont éclairer notre chemin, consistant en l'examen des conditions qui formeront le creuset d'une société entièrement tournée vers le contrôle de l'économique (c'est-à-dire non plus seulement de la gestion des valeurs, mais surtout de celle des profits).

* * *

Le prochain fil que je voudrais tirer de cet écheveau historique s'appelle Alexis de Tocqueville. Plus exactement : Alexis-Henri-Charles Clérel, vicomte de Tocqueville. Et en voilà un paradoxe ! Que l'on ose, de nos jours, contester à Tocqueville l'unique et pourtant évidente paternité qu'il aura laissée, à savoir une pensée de classe, éminemment de droite puisqu'exclusivement libérale - au sens strictement économique du terme - dans sa forme et ses ambitions, n'est pas seulement sidérant ; c'est aussi la marque de notre époque, héritière de cette pensée que Tocqueville aura lui-même contribué à créer. Mais dans le fond, je ne suis nullement surpris de cet état de fait, puisque nous verrons combien la rhétorique joue un rôle crucial dans notre société dite démocratique : celui laissé vacant par l'abandon progressif de la sphère du religieux.

* * *

La force de la pensée de Tocqueville - 1805-1859 - est double, voire triple. D'une part, elle paraît vouloir s'inscrire dans le prolongement du postulat énoncé par Jean-Jacques Rousseau lui-même et entériné par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789. D'autre part, il examine la société du point de vue du droit, étant lui-même juriste de formation. Mais par surcroît, il va plus loin : il développe une approche philosophique - ou paraissant telle - de la société démocratique ; approche qu'il teinte d'un certain relativisme, en introduisant, notamment - puissance suprême de sa pensée ! -, une dose de sociologie. Pour étudier la société dans ses rouages souterrains, nul ne peut lui contester qu'en cela consiste un préalable salvateur.

Portrait de « l'angélique » Jean-Jacques Rousseau
(site Internet : http://www.pcf.fr)

Pour autant, nous ne pouvons donner à cette seule pensée un blanc-seing. Car lui-même n'échappe ni à sa propre trajectoire ni aux bouillonnements de son époque. Ce qui revient à poser la question : « Qui est réellement Alexis de Tocqueville ? ». Et accessoirement : « Que nous dit-il exactement ? ».

De nos jours, Alexis de Tocqueville est d'emblée défini comme un « libéral-conservateur », théoricien fondamental de la démocratie. Et si l'on a coutume de dire que le capitalisme est d'inspiration anglo-saxonne, il est juste de nuancer immédiatement ce jugement en considérant, entre autre, que si cela est incontestable dans les faits (mise en place d'un système de classe de la confiscation des richesses et du travail), cette présentation est incomplète pour ce qui est du domaine des idées, puisque Tocqueville s'est fait lui-même le champion du principe, d'ailleurs inscrit à sa suite dans la constitution américaine, qu'en matière de Liberté (prise en tant que terme premier de la devise révolutionnaire française), la liberté individuelle d'entreprendre - et donc

de « réussir » - prime sur la Liberté tout court. Nul ne peut ignorer qu'en cela consiste un détournement de principe.

* * *

Par quels cheminements en est-il arrivé à établir de telles conclusions ?

Dans un premier temps, il convient de signaler qu'Alexis de Tocqueville est d'extraction noble. Vicomte de son état, théoricien et penseur de l'après révolution - qu'il ne peut donc plus remettre en cause « en bloc » - et, par voie de conséquence, de cette époque qui suit la déchéance de la noblesse, Alexis de Tocqueville semble pourtant, dans les apparences tout au moins, légitimer l'esprit de la révolution française.

Dans un deuxième temps, cependant, au début des années 1830, il étudie le système émergeant de la démocratie américaine, basé sur la libre entreprise (qui est celui, ne l'oublions pas, de la conquête sans scrupules d'un nouveau monde, au prix d'achats douteux de terres, de spoliations à grande échelle et de déplacements imposés de populations autochtones, suivis de l'importation massive d'esclaves et de la ruées généralisées vers de nouveaux territoires). Système politique et social qui, à l'époque de Tocqueville, ne fait encore que se mettre en place.

Dans un troisième temps, fort de ses observations et cogitations, énonçant les risques de dérives potentielles de la démocratie sociale et politique occidentale (l'avenir, sur ce point, lui donnera mille fois raison [3]), et voulant en prévenir les effets, il revendique, comme nous l'avons déjà vu, que le droit individuel prévôt sur le droit des peuples. Or c'est précisément là que s'opère le retournement. Je serais même tenté de dire : le tour de passe-passe.

Pour exemples, on ne s'étonnera pas que Tocqueville légitime la colonisation, dut-elle être violente et guerrière, au nom de ce sacro-saint principe du libre commerce. Et qu'il émette, par la suite, des

réserves quant à la portée réelle de la Révolution française, invoquant les dérives et inconséquences d'un individualisme sociologique incarnée par la personnalité exacerbée des grands personnages révolutionnaires (sic et re-sic, eu égard aux méfaits de l'individualisme antisocial généré par cette même libre entreprise qu'il promeut !).

C'est là en effet que, sous sa plume, se « légitimise » la déviation sociale : car Tocqueville reste fondamentalement un aristocrate de souche, issu de la classe dirigeante de l'ancien régime. Celle qui, depuis plus de mille ans, alliée au pouvoir politique et religieux, s'est faite la championne de la confiscation, à son profit bien sûr, du pouvoir économique.

Mais surtout - et c'est ce qui, finalement, est le plus grave -, les lois que Tocqueville énoncent sont en réalité une véritable mise à bas du principe fondateur de la Révolution française, exprimé par cette trilogie indissoluble : « Liberté, égalité, fraternité ». Car dans les faits, la République (il est vrai utopique) de l'égalité des droits et des chances est sournoisement contestée par une République qui exalte l'inégalité des origines, des ressources et des moyens. L'historicité malicieuse de ce processus mérite qu'on s'y attarde.

* * *

Le tour de passe-passe que met en place Tocqueville est de décréter d'emblée, sans même prendre le temps de le fonder sur le raisonnement, mais uniquement sur la foi de son intuition sociologique, que l'esprit d'entreprise prime sur le droit des peuples. Or de quoi est constitué le pouvoir commercial (et donc économique) en ce début du XIXe siècle ? En très grande partie des nobles expatriés ayant su préserver une partie de leur fortune et leur réseau de relations. En d'autres termes : leur pouvoir de rétablir le commerce.

La conséquence fâcheuse de cette démarche intellectuellement pernicieuse est que l'on a remplacé, en moins de cinquante ans, un principe de droit déclaré, se basant lui-même sur une morale objectivée, ou tentant de s'établir comme telle (le Contrat social de Rousseau), par

un principe de morale totalement subjectivée, équivalent de la maxime : « La fin justifie les moyens. » [4]

Ainsi, toute l'entreprise intellectuelle d'Alexis de Tocqueville consiste à tenter de restituer *de facto* une classe sociale dans sa position privilégiée, laquelle ne s'en réfère plus au pouvoir temporel (la royauté disparue) mais retourne inopinément à son profit la garantie de Nature édictée par Rousseau. Par sa pensée, la primauté du droit des peuples - que l'on pourrait exprimer par la souveraineté du droit du nombre - est devenue la primauté du droit individuel - c'est-à-dire la souveraineté du pouvoir de l'individu. Et que ce pouvoir soit, d'un point de vue purement factuel ou bien à la longue, potentiellement nuisible aux intérêts du peuple dont l'individu est issu n'entre nullement en ligne de compte.

* * *

Ce que nous observons là ressort strictement du domaine de la réaction. En effet, Alexis de Tocqueville s'appuie totalement sur Rousseau ; mais avec le secret désir de le dépasser. Ou plus exactement, de chercher, par son « acceptation » même, à l'effacer. Alors que Rousseau détermine la prééminence d'un principe moral, Tocqueville n'éprouve aucune difficulté à décréter que le fondement arbitraire qu'il institue, sous prétexte que l'aspiration individuelle des peuples les porte à s'auto-instaurer esclaves de la société ou de ceux qui la représentent (référence directe à la dérive charismatique de Napoléon Ier), fonde le droit rationalisé. Le grand écart entre ces deux positions fait toute la différence.

Il est vrai que Rousseau lui-même avait pris soin de définir en quoi consiste l'inégalité entre les hommes. Mais sous la plume de Tocqueville, les éléments qui, à la suite de la pensée de Jean-Jacques Rousseau, avaient conduit au dogme par essence indissociable de la trilogie « Liberté, égalité, fraternité » volent en éclat. C'est en effet sur ce point que, sans en avoir l'air, on est entré dans le domaine de la réaction que j'évoquais plus haut. Et qui a elle-même conduit à une prise de position intellectuelle proprement réactionnaire.

Alexis de Tocqueville croqué par Honoré Daumier
(site Internet : https://fr.wikipedia.org)

Tout cela n'est pas sans rappeler, toutes proportions gardées, ce qui s'ensuivit de la première élection présidentielle de François Mitterrand. Car il suffit de revoir l'interview pleine de morgue et d'arrogance difficilement contenue du jeune premier nommé Nicolas Sarkozy pour s'apercevoir que sa critique n'était pas, elle non plus, factuelle, mais bien que la tension qu'il portait en lui était celle d'une vexation de classe à laquelle on aurait ôté les moyens de ses privilèges. Toutes ses actions futures, ainsi que celles des couches sociales qu'il drainera avec lui, et ce au prix, la plupart du temps, de mensonges démagogiques et de miroitements langagiers, n'auront dès lors que ce seul but en tête : restaurer voire dépasser les moyens de se réapproprier les pouvoirs de l'argent qui, il n'en doute pas, leurs sont dus *par définition*, eu égard à un « mérite » impalpable qui ne saurait être à prouver. Comme s'il était induit ou même pire : inné - c'est-à-dire acquis par naissance -.

* * *

À à peine vingt ans de distance de Tocqueville, une autre figure tutélaire, après avoir dénoncé sa vie durant les méfaits de l'industrialisation à outrance - la constitution sauvage des banlieues, l'entassement des familles dans les taudis, tandis qu'on rasait les quartiers populaires pour en faire des immeubles de rapport qui alimenteront la spéculation immobilière, les crimes de l'industrialisation sans conscience, la mortalité infantile galopante (vers 1850, un enfant sur cinq n'atteignait pas l'âge de dix ans), les heures de travail s'accumulant sans limitation, la pauvreté aggravée par les accidents de la vie, dont la plupart étaient directement liés aux conditions drastiques de travail et plus généralement encore aux conditions de vie qui en découlaient - se mettait à rédiger un volume énorme qui mettra en lumière, aux yeux du monde entier, ses véritables mécanismes. Rappelons qu'entre 1830 et 1850, tout l'univers dépeint par Balzac - que j'ai tenu à placer en exergue de ce texte - a déjà été dévoilé, et qu'au moment où Tocqueville meurt à Cannes, dans une villa préservée de tout, le mécanisme capitaliste atteint son apogée morbide. Tant et si bien que Karl Marx, que l'on a forcé à s'exiler en Angleterre (pays on ne peut moins réceptif à la contestation des valeurs du capitalisme naissant), souffre d'une misère atroce en écrivant sa bible, *Das Kapital*, au point que, conjointement à sa rédaction, l'un de ses sept enfants meurt de malnutrition.

De quelle quantité de d'inconscience fallait-il être capable de se parer pour ne pas avoir vu tout cela ? Au moins aussi importante que le culot dont il faut faire preuve, aujourd'hui, pour tenter de faire croire que cette attitude n'est nullement le tenant d'une pensée de droite. Je penche au contraire pour affirmer que cet aveuglement est l'acte fondateur même de la pensée libérale (qui, d'un point de vue rhétorique, signifie capitaliste dans son excroissance), telle qu'elle perdure encore de nos jours. Mais que ne ferait-on pas, dans une démocratie, grâce à la rhétorique ?

Honoré de Balzac à l'apogée de sa gloire
(site Internet : http://www.ouest-france.fr/)

* * *

Alexis de Tocqueville est bel et bien entré dans le domaine flottant de l'appréciation d'une hiérarchisation des valeurs basée uniquement sur le critère du maximum d'efficacité. Sauf que l'un des deux modèles de société que nous venons d'évoquer, celui de Rousseau pour ne pas le nommer, se place du point de vue général (celui du bien du peuple conceptualisé dans son entier) tandis que l'autre se place sur le plan strictement individuel, exaltant le seul intérêt particulier. Et pendant ce temps là, la société tout entière suit-elle le même mouvement ?

En réalité, l'une des questions sous-jacentes, pour toute société dynamique, est celle-ci : le rationnel peut-il tout prendre en charge ? Peut-il tout expliquer, tout englober ? C'est aussi la question que, subrepticement, pose la littérature du XIXe siècle. Partant du constat que c'est en cette période de fort essor de la pensée rationnelle (éclosion conjointe et généralisée des Sciences, du Droit et de la

formulation de la Loi) qu'a commencé à s'établir l'apogée de la littérature en générale, sous la houlette, d'ailleurs, de la pensée et de la littérature françaises, on en vient à remarquer qu'elle coïncide plus particulièrement avec l'âge d'or de la poésie. Et par la poésie, la société réintroduit une perception du monde qui est clairement de l'ordre du sensible. Et donc de l'irrationnel.

Et de fait, l'irrationnel est perçu par tout sujet en fonction des connaissances du monde dont il est porteur. Plus précisément, il lui sert à combler les vides de connaissance entre ce qu'il perçoit de la réalité et la vision synthétique que son entendement finira par juger satisfaisante et qu'il se construit peu à peu pour lui-même. Partant de ce contexte, la logique voudrait que le rationalisme scientifique grandissant tende à évacuer complètement, à terme, toute intrusion de l'irrationnel dans notre vision du réel. Et de fait, c'est ce qu'il semble se passer, pourrait-on dire, à notre époque actuelle où l'utilisation de l'irrationnel, dans la littérature notamment, est devenue d'essence perverse, au point de ne plus servir qu'à duper le lecteur non aguerri ou à désigner les esprits crédules.

Mais s'adonner à ce constat serait faire fi d'une donnée surnuméraire : le ressenti. Qui est l'expression de ce qui se passe en l'homme *dans l'instant*. De la mouvance et de la fluctuance des choses, ainsi que de la perception que l'individu en retient. Or c'est précisément de cette mouvance et de cette fluctuance (qui est à proprement parler une dynamique) que s'élaborent les conceptualisations. Et au-delà de tout travail de conceptualisation, se pose la question, plus spécifique encore, de l'élaboration d'une expression personnelle possédant ses propres règles et finalités, lesquelles produisent une vision toujours plus excentrée du monde et de son abrupte réalité.

D'où la naissance de la poésie. Raison pour laquelle il nous faut préserver le poème comme une véritable richesse - à tout le moins individuelle, si elle n'est pas encore sociale… -. Raison pour laquelle, aussi - et en tout cas, en cela consiste la thèse que je défends ici - la poésie tend à l'esprit de désintéressement, là où le (pseudo) rationalisme engendre inévitablement le matérialisme.

L'apogée littéraire de la poésie, dans le courant du XIXè siècle, ainsi que de toutes les autres formes de littératures prosaïques, allant

jusqu'au réalisme - école qui porte en soi sa propre « poésie du réel » -, est clairement là pour nous indiquer que ces formes d'expression façonnent des valeurs induites et sous-jacentes. D'où l'on notera que, d'une façon plus générale encore, toutes nos façons de penser, qui s'apprennent et se transmettent, influent inévitablement sur notre perception du monde et sur la manière dont nous nous l'approprions.

* * *

À ce stade, que faut-il retenir d'une telle démonstration ? Quelle leçon, s'il en existe une ? Je crois que l'on peut voir se profiler deux types de fonctionnement bien caractérisés qui s'opposent l'un à l'autre, dans l'esprit humain. Et qu'à travers ces fonctionnements psychologiques particulièrement différenciés qui nous habitent, c'est la question de la conscience - et j'irai jusqu'à dire de la conscience vraie - qui est en jeu.

Au cours de mes songeries variées, il m'est arrivé d'imaginer diverses hypothèses - aux fondements totalement arbitraires, cela va sans dire - pour m'expliquer l'évolution de l'esprit humain, en parallèle de l'évolution des espèces. Elles ne présentent aucun fondement scientifique en soi, quoique certaines traces de débats récents agitant la communauté des anthropologues n'écartent nullement leur éventualité.

Le parallèle auquel je me hasardais, en la circonstance, prend appui sur la différenciation avérée entre la nature, jugée plutôt agressive et belliqueuse, de l'homme de Neandertal, ce grand carnassier de l'histoire, et celle, réputée beaucoup plus fine et pacifique, de l'Homo sapiens. Or les deux espèces s'étant côtoyées dans le temps et dans l'espace, on eût pu imaginer que la plus frustre aurait été à même de supplanter celle portée vers le spirituel. Il y a là une énigme en soi qui est en passe de trouver sa solution définitive.

Or si l'on part de la position purement théorique, je le répète, d'une acculturation d'une des deux espèces, avec assimilation au sein

de l'autre et une prédominance génétique donnée à l'Homo sapiens, nous pourrions en concevoir une source potentielle de dualité supplémentaire de l'âme humaine. En extrapolant la situation à outrance, une part de cette dualité se révèlerait dans une conscience individuelle exacerbée (vestige de l'esprit carnassier), l'autre se cristallisant dans l'aspiration d'une conscience du collectif beaucoup plus affirmée, laquelle contiendrait le goût pour l'irrationnel.

Si tel était le cas, n'en reviendrait-on pas d'une manière heureuse à mon introduction sur la perception duelle de la réalité, elle-même tiraillée entre une attirance essentielle pour l'abstrait que viendrait contrecarrer celle qui, en nous, penche pour le matériel ? Et comme je l'ai déjà exprimé par ailleurs, tout se résumant en l'homme à une question de mesure, ces deux attirances cohabiteraient invariablement en nous. Mais suivant les circonstances, l'éducation ou même la nécessité, il serait finalement observé que l'une prendrait peu à peu le pas sur le fonctionnement de l'autre. En tout cas, je trouve l'image qui se dégage de cette approche empirique de l'évolution humaine plutôt poétiquement belle – et, au demeurant, pas totalement inefficace -.

* * *

Quoi qu'il en soit de cette hypothèse, il me semble que l'art est l'expression même de cette conscience. De notre tentative de vivre cette conscience vraie qui nous taraude. Qui nous porte au plus complet dénuement de l'être, quel qu'il soit. Du néandertalien qui subsiste en nous, comme de l'Homo sapiens qui tentera toujours d'émerger malgré tout. C'est un combat de géants. De l'ange contre le démon. Car nous sommes uns et duels à la fois. Nous sommes irrémédiablement duels. Destinés à nous déliter dans cette dualité qui forme notre essence, notre terreau, notre substrat. En un mot : qui établit notre capacité au spirituel.

Nous y puiserions en même temps notre besoin individualiste et notre penchant sacré pour le collectif. Notre attirance pour l'élévation de l'art et pour la grâce du religieux. Notre goût pour l'universel comme la

fortification de notre instinct de survie. Tout notre édifice mental en dépendrait. Mais nous resterions libres d'y intégrer tel tenant, d'en rejeter tel aboutissant. Lentement, comme une lame se polit ; ou comme se forge une arme. Car - et tout ce que nous venons de voir jusqu'ici nous le prouve - la puissance de notre esprit est bel et bien une arme. Et les siècles nous ont appris à nous en servir comme telle…

Mais pour quelle finalité, au juste ? Là résiderait toute la question.

* * *

Dans mon imagerie personnelle, j'ai toujours perçu le capitalisme comme l'expression exclusive de notre part d'humanité héritée du néandertalien. De la partie la plus individualiste de notre dualité interne. Comme si l'autoroute neuronale qui nous habitait n'était jamais connectée que dans un seul sens. Et un sens unique produit inévitablement un déséquilibre.

Ce en quoi je rejoins fortuitement Tocqueville. Car on peut au moins lui rendre hommage sur un point : sa vision sociologique de l'individu plongé au sein de la démocratie est, pour sa part, lumineuse autant qu'infaillible.

Qu'en dit-il exactement ? Après avoir adroitement constaté que, depuis la Révolution française, la noblesse de l'Ancien régime (qui, selon ses propres mots, était, au moment de sa chute, « la société la plus démocratique d'Europe » - sic ! Et si ce n'est pas ici de la nostalgie, merci de me dire le mot juste qu'il convient d'employer… -) a été remplacée par la bourgeoisie, il indique que la volonté de changement de statut social devient de facto le moteur de la dynamique sociale. Et pour se faire, se basant sur cet autre constat que la conscience individuelle se heurte inévitablement à la conscience collective de la démocratie (que sous-tend désormais notre conception « républicaine » - notion qu'il juge, dans le même temps et bien qu'il n'ose se l'avouer, tout à fait abstraite -), l'homme se doit d'assumer son besoin de puissance.

Ainsi, ce raisonnement le conduit à édicter le principe d'une suprématie de l'individualisme que, loin d'abhorrer, il cautionne comme étant le seul critère qui, à ses yeux, puisse valablement jouer dans une société démocratique :

« *L'individualisme est un sentiment* ***réfléchi*** *qui dispose chaque citoyen à s'isoler de la masse de ses semblables de telle sorte que, après s'être créé une petite société à son usage, il abandonne* ***volontiers*** *la grande société à elle-même.* »

On l'aura compris : la liberté d'entreprendre, vue sous cet angle impitoyable, devient celle de réussir pour soi - quels qu'en soient les moyens, d'ailleurs -. Et tant qu'à faire - corollaire obligé mais cependant non signifié -, d'échouer pour les autres… Quoi qu'on en pense, le résultat est limpide : exit l'« Égalité ».

* * *

L'auteur en Provence, âgé de 25 ans © Ghislaine Girard, 1987

Je me souviens en avoir discuté, en son temps, avec mon fils Aurel, tandis qu'il se confrontait à ses premiers cours d'économie et qu'il buvait le petit lait de ces paroles doctorales. J'admettais sans ambages, et nous étions d'accord sur ce point particulier, qu'organiser une économie est essentiel pour toute société. Et qu'il faut en premier lieu avoir envie de réussir si l'on veut pouvoir fédérer les moyens de sa réussite. D'où le désir comme moteur essentiel de l'ascension sociale.

Mais l'élément que je n'arrivais pas à lui faire comprendre était précisément les enjeux induits de cette dynamique sociale, que tout discours actuel autour de l'économie s'échine à vouloir estomper. Par exemple : ces préalables n'excluent nullement que le désir puisse rester moral dans sa forme et dans son expression. Et encore plus dans sa rétribution.

Toute école produit ses propres enseignements, telle une autojustification de son existence et, en l'occurrence, de sa suprématie. J'oserais même ajouter : de sa tendance à l'hégémonie de savoir. J'avais déjà vu basculer, dès le début des années mille neuf cent quatre-vingt-dix, la mentalité ambiante, et particulièrement celle de ces jeunes nourris des modèles des écoles du supérieur et les universités, et qui arrivaient en masse dans un milieu professionnel dont ils ne maîtrisaient rien mais où tout n'allait pas tarder à leur être dû. Y compris la place de leur prédécesseur, d'ailleurs.

Était-ce là un effet du relâchement de la vigilance individuelle, du fait que le bloc soviétique venait à peine de commencer à se fissurer ? Une secrète certitude que le modèle capitaliste, dont on ne pouvait plus douter qu'il avait remporté la partie, était légitimement le bon ? Je ne le crois pas plus. Car dès 1967 [5] un certain Bob Dylan - cet œil acéré de rapace, cet autre visionnaire social d'un monde en ébullition - n'avait pas hésité à se lancer dans la composition de chansons emblématiques telles que celle-ci :

Nous t'avons portée dans nos bras
Au Jour de l'Indépendance.
Et maintenant, nous pousserais-tu de coté
Et nous jetterais-tu dehors ?
Oh, quelle chère fille sur la terre

Voudrait traiter ainsi son père ?
L'attendre de pied ferme
Et toujours lui dire : « Non » ?
Larmes de rage, larmes de douleur :
Pourquoi dois-je toujours être le voleur ?
Viens vers moi : tu sais
Combien nous sommes seuls
Et que la vie est courte.

Nous t'avons montré la voie
Et écrit ton nom sur le sable
Bien que tu aies pensé que ce n'était rien
Qu'un endroit où rester.
Je veux que tu saches que quand on te regardait
Découvrir que personne n'est sincère
La plupart des gens pensaient
Que tu agissais comme une enfant capricieuse.
Larmes de rage, larmes de douleur :
Pourquoi dois-je toujours être le voleur ?
Viens vers moi : tu sais
Combien nous sommes seuls
Et que la vie est courte.

Nous n'avons pas eu de peine
Quand tu es partie recevoir
Toute cette instruction trompeuse
À laquelle nous ne croirons jamais.
Et voilà que ton cœur s'est rempli d'or
Comme si c'était une bourse.
Oh, mais quel est cet amour
Qui va de mal en pis ?
Larmes de rage, larmes de douleur :
Pourquoi dois-je toujours être le voleur ?
Viens vers moi : tu sais
Combien nous sommes seuls
Et que la vie est courte.

TEARS OF RAGE, Paroles et musique : Bob Dylan - Richard Manuel (1975), Album XVI

TRADUCTION XAVIER HIRON, ÉTABLIE LE 28/03/2013, REVU LE 23/06/2013

* * *

Car quoi qu'on en pense - ou plutôt, nous n'y ferions même plus attention ! - les vecteurs d'éducation - autre pilier social dont Alexis de Tocqueville admet implicitement le rôle et l'importance - se logent partout. On sera peut-être étonné de cette référence mais, dans ce domaine, la plus pernicieuse autant que la plus efficace me semble avoir été un journal, en apparence anodin, pour la jeunesse : le modèle érigé par la bande de l'Oncle Picsou [6].

Oncle Picsou véhiculant les attributs de sa réussite
(site Internet : http://coloriagealexetremy.skyrock.com)

Que dit cette bande dessinée ? Elle décrit le modèle familiale type de la société capitaliste dans toute sa splendeur. L'oncle, le patriarche de la famille, a logiquement fait fortune dans le commerce de l'or. Loin d'en retirer une âme apaisée, sa conscience est plutôt remplie

de soucis et de tourments permanents (est-ce le prix qu'il a à payer pour justifier de son « mérite » à être riche ?), que seuls soulagent ses moments réitérés de pure jouissance, en quoi consistent ses plongeons - éminemment solitaires, cela va sans dire - dans sa piscine-coffre-fort.

Pour que le tableau soit complet, le modèle ne s'arrête pas là. Son neveu, l'oncle Donald en personne (en référence à la bande des petits-neveux de l'Oncle Picsou que sont Riri, Fifi et Loulou) - à croire que, dans ce monde particulier, les lignées n'assurent pas directement leur propre reproduction - n'est qu'un velléitaire dont la volonté de réussite est manifestement atrophiée, peut-être minée par l'espérance - ou la certitude, allez savoir ? - de pouvoir hériter un jour de l'immense fortune de son oncle. La moralité, si jamais elle existe, n'est pas encore au rendez-vous [7].

Reste cette bande de jeunes premiers débrouillards, d'esprit il est vrai pétillant, sûrs d'eux-mêmes (ils possèdent malgré tout des bases solides pour se croire invincibles), et dont on devine, a contrario de leur oncle direct, que l'un d'eux au moins, sinon les trois, parviendra aisément à faire également fortune. Tout cela sous l'œil concupiscent des frères Rapetous, dont tout porte à croire qu'ils sont, pour leur part et en toute bonne logique, l'émanation de cette jalousie perfide des classes prolétariennes. On aura beau tourner les choses dans tous les sens, le message reste infaillible.

C'est donc à ce modèle-là venu des États-Unis auquel on a délibérément et massivement voulu accoutumer nos générations, depuis la sortie de la seconde guerre mondiale - que, soit dit en passant, certains historiens ont analysée, pour la part qui s'est jouée sur le front russe tout au moins, comme étant la première guerre contemporaine pour le monopole d'une richesse stratégique, en l'occurrence le pétrole -. Modèle particulièrement adapté aux trente glorieuses et dont la seule finalité était de dire : l'argent allait être facile à gagner pour celui qui se donnerait la peine de le prendre là où il était. La recette, en la matière, est d'ailleurs fort simple en soi et universellement reconnue : il suffit de savoir se rendre incontournable, sans nourrir par trop de scrupules quant à la manière, dans le cadre d'une activité ou d'un service dit de masse, et l'affaire est alors entendue. Et lorsque je retrace le cheminement de notre Histoire récente à la lumière de ce modèle qui a joué à plein, je suis tenté de

relire le poids de notre mois de mai mille neuf cent soixante-huit sous un angle tout à fait différent.

Car oui, en réalité, mai mille neuf cent soixante-huit n'aura en rien été une révolution. Mai mille neuf cent soixante-huit n'est que le coup d'éclat retentissant de la bande à Riri, Fifi et Loulou. Il n'aura été que la prise de pouvoir d'une génération impatiente et aux dents longues, malgré les apparences. Non, notre mai soixante-huit ne représente en aucune manière une rupture, mais seulement un épisode de prise de pouvoir anticipée.

Revoyons tout ceci dans son ordre chronologique.

* * *

L'après seconde guerre mondiale avait été une période bénie pour l'enracinement du capitalisme : quand tout était à reconstruire, d'abord ; puis lorsqu'il s'était agi de créer une société technologiquement nouvelle. Cet élan fut facilité par le fait que les morales individuelles restaient fortes : conscience du sens commun ; respect du travail accompli ; fierté d'appartenance ; tout cela sur un arrière-fond de conscience religieuse - cet opium du peuple qu'avait, en son temps, évoqué Karl Marx -. La plupart n'aspiraient à rien d'autre qu'à accomplir sa tâche et à rester à sa place, se contentant de profiter de l'essor général du niveau de vie, et il devint facile, dans ces conditions-ci et pour peu qu'on se débarrassât de toute forme de scrupules, de faire « des affaires » [8].

Pendant ce temps, la philosophie contemporaine avait voulu montrer que toute action humaine est porteuse de sens et que, ce faisant, nul ne peut plus, même à titre individuel, s'extraire de la responsabilité d'assumer les conséquences de ses actes de positionnement social.

Tout était donc pour le mieux. Au sortir de la guerre, la construction de règles de vie commune [9] avait occupé toute l'attention sociale : rôle étendu des syndicats, ajustement raisonnable des salaires

et du temps de travail, sécurisation sociale (dont participe l'accès généralisé aux soins et à une retraite hautement méritée), établissement d'un impôt juste dédié à la réalisation d'un bien communautaire. Toutes choses qui ressemblent si fortement aux éléments d'un Contrat social tel que l'entendait, dans sa forme et son esprit initial, la pensée visionnaire de Rousseau.

* * *

Aujourd'hui, après plus de soixante-dix ans de ce régime sévère et continu d'un capitalisme de plus en plus exacerbé et qui ne craint plus, désormais, de s'autoproclamer décomplexé - pour lui donner une forme appropriée, il conviendrait plutôt de nommer par son nom véritable ce courant de pensée et de positionnement social : qui est le libéralisme, voire l'ultralibéralisme -, qu'observe-t-on ?
- que l'individu est empêtré dans l'omniscience de la publicité et du paraître, toute chose n'étant plus valorisée pour elle-même mais étant devenu un produit ;
- d'où il s'ensuit un minage continuel de nos espaces de liberté intérieure : c'est-à-dire de ceux qui nous permettraient d'opérer un salutaire recentrage sur nous-mêmes ;
- qu'il s'est instauré un climat général désabusé de frustration incontrôlée, autant au niveau de ceux qui en ont largement profité et craignent de voir décliner peu à peu leurs sacro-saints profits que pour la majorité des laissés-pour-compte ;
- climat générant lui-même une tendance à l'esprit revanchard, nuisant *de facto* à tout esprit de tempérance et de discernement.

Tout cela étant continuellement attisé par une jeunesse qui s'est habituée à vouloir tout prendre mais à qui l'on n'a guère appris à donner en retour [10] - en tout cas gratuitement - : ce qu'exprimait déjà fort bien la chanson de Dylan citée plus haut.

Il est vrai qu'on nous présente le panorama économique actuel comme une récession durable et incontrôlable, laquelle justifie à elle seule la réalisation d'un processus, devenu systématisé depuis l'avènement de l'ère Thatcher, de mise à bas progressive des éléments

constitutifs d'une cohérence (plus que d'une cohésion !) sociale hérité de l'après-guerre. Or on peut se demander si ceux qui, à la suite d'un modèle anglo-américain pourtant faillible, ont conduit ce mouvement « **réfléchi** » - pour reprendre le mot utilisé par Tocqueville - de la soumission sociale au dictat de l'économie individualisée, ne devraient pas se le voir imputer aux yeux de l'Histoire ? [11]

Magaret Thatcher, l'inflexible Dame de fer à l'apogée de sa toute puissance
(site Internet : http://static.guim.co.uk - The Gardian)

* * *

Pendant ce temps là, qu'en est-il du domaine de l'art : lui que l'on concevait, jusqu'au milieu du XXe siècle, comme l'aboutissement du lent mûrissement de la forme et des idées ? L'art lui-même est devenu le meilleur reflet de ce glissement vers une production matérielle à outrance, alors qu'il se devrait, dans l'absolu, d'être notre ouverture au monde et notre planche de salut spirituelle. Ayant réussi ce tour de force d'avoir transformé l'artiste en esclave du produit commercial - mais avec son entier consentement, et non sans la promesse d'espèces sonnantes et trébuchantes -, il se rencontre désormais à tous les coins de rue. Mais dans le même temps, il s'est empreint d'un langage essentiellement convenu, jusque dans ses velléités de provocations

pitoyables, éprouvant la plus grande difficulté, désormais, à nous apporter ce surplus de conscience que tout individu sensé appelle habituellement de ses vœux [12]. Comment l'art peut-il encore être apte, dans ces conditions-ci, à s'ériger en porteur d'une quelconque valeur morale, autre que celle du consumérisme ?

C'est aussi le constat lucide que fait Pierre Lepape.

Pierre Lepape est un journaliste et écrivain né en 1941, ayant tenu pendant près de dix ans la critique littéraire du Monde des livres. Il s'intéresse aux rapports étroits entre la littérature - à travers laquelle la langue est comprise en tant qu'expression de l'identité, ou conscience collective - d'une nation et le pouvoir auquel elle se confronte ou s'oppose. Dans son livre phare [13], il en vient à énoncer ce verdict implacable : pour lui, depuis que le livre est devenu un pur produit commercial, la création littéraire, qui jadis exprimait un enjeu social fondamental, n'existe plus.

En réalité, le phénomène va beaucoup plus loin que cela : j'en prendrai pour unique preuve l'exemple que me rapportait tout récemment une connaissance, elle-même impliquée dans l'univers de l'édition, qui m'évoquait les aberrations d'un marché qui ne fonctionne plus, de nos jours, sur des fondements concrètement identifiables, mais bien sur des transactions artificielles. L'édition, on le sait, se proclame d'elle-même un secteur d'activité en crise. Mais la réalité est plutôt que ce secteur souffre en très grande partie de l'image qu'il a lui-même contribué à créer. Ce qui l'a peu à peu conduit à considérer qu'une impression est avant tout la réalisation d'un stock de marchandise dont on peut mesurer la valeur comptable qu'il acquiert *de facto* sur le circuit de la diffusion, voire sur le marché des valeurs. Et au final, c'est de cette valeur potentielle même, et non plus de la vente effective des ouvrages, dont on tire profit. En d'autres termes, qu'un livre soit vendu (ce qui, soit dit en passant, est une action qui revient actuellement plus cher que son coût réel d'édition et de diffusion) ou qu'il parte finalement au pilon, le produit appelé « livre » aura de toute façon rapporté à peu près la même chose à son éditeur [14].

Pour donner raison à l'analyse de Pierre Lepape, nous ne pouvons que constater que, dans un tel système, exit les considérations de contenu.

* * *

Tout cela m'amène, en guise de conclusion, à évoquer ce sport devenu mondial et qui nous concerne tous, au moins dans son intention, en quoi consiste la chasse ridicule à ne pas payer l'impôt… tout en trouvant outrageant envers nos personnes que les services publics ne fonctionnent pas, lorsque nous en avons besoin, à notre convenance. Un comble de l'inconséquence ! Car ce réflexe, qui est la plupart du temps perçu comme une protection salutaire de ses intérêts - l'attitude des multinationales, sur ce point particulier, serait là pour nous prouver que cet argument est en soi légitime -, n'est en réalité que l'expression de la négation absolue de notre acception naturelle d'une vie en commun [15].

Ce qui revient à dire que la crise financière quasi-permanente de notre société capitaliste, ou plutôt ultralibérale, chacun en aura conscience, est, elle aussi, totalement artificielle. En tout cas, elle l'était jusqu'à cette époque récente où la presse, assujettie aux pouvoirs économiques, a réussi à juguler dans le calme et la douceur le discours on ne peut plus pragmatique des altermondialistes. En effet, à cette époque encore - c'est-à-dire il y a moins de dix ans -, si par simple effet mécanique, toutes les manigances consistant à soustraire à l'État la part « publique » de l'argent légalement gagné (et je ne parle pas de l'argent illicite) avaient été, d'une manière ou bien d'une autre, empêchées, et si, dans le même temps, cette part était entrée naturellement dans les caisses publiques, notre société même mondialisée n'aurait, peu ou prou, plus eu aucun souci financier à assumer [16]. Mais en la matière, il y eut certainement des collusions de classe.

Or dans le même temps, il devient de plus en plus probant qu'en cela consiste une nouvelle hérésie que de prôner qu'un système économique quel qu'il soit puisse être en constante expansion. Aussi, ne serait-il pas plus sage d'imaginer un système qui tendrait plutôt vers son équilibre ? Il est vrai que, désormais, les problèmes sociaux ayant pris une telle ampleur et les dysfonctionnements économiques qui en découlent ayant été à ce point outrepassés, il n'est pas jusqu'à la nature et la fonction même du travail qui ne doivent être revues si l'on

veut parvenir un jour à la réalisation d'un monde régénéré. Et quoi qu'il en soit de l'immensité de la tâche à accomplir et du degré de maturité individuelle que sa réalisation nécessiterait, est-ce une raison suffisante pour ne rien tenter ?

De nos jours en effet, il y a bien longtemps qu'il ne suffit plus d'exprimer l'évidence de la nécessité d'un Contrat social (cette Loi protectrice de la Nation qui, par l'enseignement, la sécurisation matérielle et morale - seuls éléments tangibles aptes à produire un modus vivendi à l'échelle sociale -, promeut l'épanouissement de tout un chacun, pris en tant que composantes d'un grand Tout organique) pour qu'il soit unanimement respecté. Bien au contraire : loin de mettre en œuvre le Contrat social tel que l'avait imaginé Rousseau, la seule justification actuelle de notre société prétendument démocratique est de maintenir en place et d'assurer la pérennité des moyens de la confiscation. Ce qui n'est qu'une manière de rétablir, au sein des sociétés occidentales - dont le discours est pourtant de prétendre qu'elles sont les plus civilisées au monde -, la loi arbitraire du plus fort ; ce qui équivaut, en d'autres termes, à réintroduire la loi non écrite de la jungle dont l'homme avait mis plusieurs millénaires à s'extraire et dont la pensée de Rousseau n'avait jamais aspiré qu'à nous mettre à l'abri…

Nous l'avons donc compris : cette aberration de l'Histoire ne met pas uniquement en exergue la fausseté des valeurs morales de notre société dite capitaliste, comme annoncé par mon titre accrocheur, mais plus exactement son positionnement par principe amoral [17] – en regard du contrat moral proposé par Rousseau -. Au point de ne pas hésiter à prôner le commerce de cette amoralité ! Et mon ressenti d'artiste, sur ce point, est clair : c'est à contrecarrer ces sortes de dérives qui nous sont imposées - ce qui signifierait : être apte à opérer un retour sur soi collectif et à travailler à la restauration d'un véritable continuum social portant en lui-même ses propres valeurs [18] - que les générations à venir seront appelées à œuvrer, si elles veulent seulement pouvoir espérer préserver leur devenir et se donner une chance substantielle de survie.

Xavier HIRON, juillet 2015

* * *

Notes :

[1] certes, tous prônent la prise en charge de son destin par le prolétariat lui-même, allant, pour certains, jusqu'à appeler à l'insurrection violente ; mais, dans leur esprit, il ne s'agit que d'opérer une juste réponse à la violence qu'organise le vol (pris dans le sens de confiscation) conjoint de la propriété et de la valeur du travail par la bourgeoisie ; et cela, bien évidemment, sans présager des dérives futures du communisme institutionnalisé du XXè siècle. Méfiant, Karl Marx ne fut-il pas le premier à affirmer haut et fort : « Je ne suis pas marxiste ! »

[2] ce qui n'empêchera nullement la famille des Guigues de la dilapider allègrement, puisque ce qu'on appelle le « transfert » du Dauphiné à la couronne de France, qui eut lieu contre une forte rétribution, n'est ni plus ni moins qu'une vente dont le montant a servi à renflouer une partie des dettes considérables contractées par Humbert II ; aujourd'hui, on ferait passer cette transaction pour une opération de fusion boursière répondant au doux nom d'OPA amicale, ou rachat d'activité avec réinvestissement, dans le but de garantir la bonne santé - et donc la rentabilité - d'une « entreprise » (même si cette entreprise, par voie de conséquence, a touché à la constitution même d'un État) ; certes, héritier d'une très longue lignée, il a été fait observer qu'Humbert II a œuvré, sur l'instant, pour sauvegarder le meilleur pour sa Province et ses sujets ; mais c'est bien le phénomène initial, dans son principe, ainsi que les évolutions qu'il a intrinsèquement portées qui posent ici question.

[3] en l'espèce, personne n'a jamais ni totalement raison ni totalement tort : pas plus ceux qui aujourd'hui regrettent ouvertement l'âge d'or du communisme que ceux qui tentent de nous imposer leurs slogans néo-nationaux-socialistes ; et pourtant, au-delà de cette simple évidence, il est quelque chose qui fait que l'être humain possède cette faculté qui le fait, précisément, devenir humain : qu'il est capable de choisir.

[4] ce qui produira, moins d'un siècle plus tard, la croyance absolue en un slogan tel que : « Le monde m'appartient » comme idéologie dominante ; nous y reviendrons.
[5] soit à peine plus de vingt années (l'équivalent exactement d'une génération) après la fin du deuxième conflit mondial, qui avait marqué l'avènement d'un véritable renouveau du modèle capitaliste (voir la note suivante).
[6] le personnage de l'Oncle Picsou a été créé en 1947 - période on ne peut plus significative : voir la note précédente - par les studios Walt Disney, en la personne de Carl Barks ; j'aurais pu, il est vrai, évoquer la formidable réussite commerciale du jeu de société (épithète à prendre au sens plein) appelé Monopoly, dont l'histoire débute par un dépôt de brevet abusif ; mais n'en rajoutons pas.
[7] ceci ne constitue pas qu'un détail : cet attentisme est même l'un des ressorts principaux de cette très longue série de courts épisodes dessinés.
[8] ici intervient, à mon sens, le rouage social trompeur que représente la psychanalyse telle que pratiquée en ville, car elle ne propose plus, comme le définissaient ses principes initiaux, un travail sur la conscience enfouie du sujet, mais uniquement un travail d'expression du moi, de formulation de sa conscience sociale, de révélation par le langage de son tréfonds intérieur, sans discernement ni jugement de son côté lumineux ou sombre ; à ce propos, il me semble qu'il n'a pas été noté à sa juste valeur combien le sur-moi de Freud ressemble à s'y méprendre au surhomme de Nietzsche.
[9] j'utilise à dessein le terme neutre de « commun », pour éviter de suggérer une quelconque affinité, en parallèle de la « conscience collective » qu'avait mise en évidence Alexis de Tocqueville, avec cet autre terme, désormais tristement teinté d'opprobre, de « collectivisme ».
[10] tout comme, décalage chronologique en moins, lors de ces « razzias » coloniales que s'était échiné à justifier Alexis de Tocqueville ; il est vrai qu'on a voulu porter à son crédit qu'il avait tenté de relativiser les injustices créées par la colonisation ; mais tout au plus avait-il proposé que les terres confisquées au titre de cette appropriation violente, si elles avaient préalablement appartenues à quelques autochtones identifiés, leurs soient indemnisées ; marché de dupes s'il en est (on sait qu'en pareilles circonstances la valeur proposée est toujours sans commune mesure avec la valeur réelle du bien spolié, mais dont le mode d'appropriation, du même coup, aurait pris aux yeux de la justice

occidentale une valeur légale) ; et de toutes les façons, je ne sache pas qu'une telle indemnisation ait jamais été mise en place.

[11] ajouter à ce tableau qu'avec le capitalisme consommé fut observée l'émergence d'une entité suprême devenue externe à l'homme (dont l'imaginaire collectif visionnaire - par le biais de la littérature, le cinéma ou la bande dessinée - eut tôt fait de s'emparer dès le début du XXe siècle), se situant désormais hors de toute sphère atteignable, car vampirisante - ou « homophage » - ; cette entité désigne l'entreprise déshumanisée, bête féroce au sein de laquelle aucun être ne semble pouvoir véritablement s'épanouir : nouveau Baal auquel l'individu n'a d'autre choix que de se sacrifier volontairement, sans jamais attendre une reconnaissance vraie en retour, sinon le faible espoir de pouvoir survivre un peu plus économiquement sous l'emprise de son « triste monde » ; notons à quel point une telle démarche deviendrait pour l'homme, si jamais elle était poursuivie en l'état, vide de contenu.

[12] fort heureusement, parmi cette pléiade de forçats de la production artistique, quelques-uns de ceux qui ont résisté à ce traitement de titans se sont avérés, au final, avoir été d'authentiques artistes ; mais dans le même temps, avoir été leur vie durant sur le point de basculer du mauvais côté du précipice fut, pour eux, le véritable prix à payer.

[13] Pierre Lepape, *Le pays de la littérature*, *Des Serments de Strasbourg à l'enterrement de Sartre,* Seuil, collection Fiction et Cie, Paris, septembre 2003.

[14] raison pour laquelle, à mon avis, la poésie s'est retrouvée *in fine* exclue du domaine commercialisable ; mais je pense aussi que la poésie en fut exclue à un double titre : parce qu'elle est porteuse de ces valeurs sensibles et spirituelles que j'évoquais tout à l'heure, lesquelles incitent à l'accomplissement spirituel d'un retour sur soi qui échappe à toute culture d'essence matérialiste.

[15] même si je dois admettre que notre impôt, par nature dégradé, gagnerait en lisibilité et en efficacité à être clarifié et réorganisé.

[16] mais le problème que soulève, pour les néo-libéraux que nous sommes, une telle perception du monde est le suivant : qu'elle sous-entend que les richesses seraient à terme réellement redistribuées ; et que leurs circuits de re-répartition resteraient stables et lisibles ; ah, matérialisme, quand tu nous tiens !

[17] là encore, à prendre au sens littéral du terme, qui est celui de a-moral, où le a- privatif désigne l'absence de tout esprit moral, la morale étant par définition une donnée collective – ou à destination du collectif - ; soit dit en passant, là réside la raison pour laquelle les démocrates

convaincus se sont si fortement récriés lorsque le même Nicolas Sarkozy a récemment voulu renommer son parti « Les républicains » ; en effet, sa seule raison d'être, comme nous venons de le voir, est libérale, au sens de la liberté individuelle d'entreprendre ; et pour les libéraux purs et durs, la République n'est qu'un moyen, et en rien une finalité ; ainsi, nous venons de nouveau de glisser subrepticement dans le domaine de la rhétorique, et la plus pernicieuse qui soit !

[18] tant qu'il nous est encore donné de formuler en nous ce rêve d'un idéal naïf autant que révolutionnaire… ce qui, à l'instar de la pensée que portait en lui le philosophe Rousseau, n'est en rien incompatible avec une approche paisible de la vie.